

CFB 451

Siège Social :

5, rue Jean Monnet

94270 LE KREMLIN BICETRE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Open Conseil.

Société de Commissariat aux Comptes et d'Expertise Comptable au Capital de 1 176 500 € inscrite au tableau de l'Ordre et de la Compagnie des Commissaires aux Comptes.
RCS Paris 409 842 598 - APE 6920 Z

Siège social.
9 rue Lasson
75012 Paris

Agence Paris-Est.
10-14 avenue Roger Salengro
94500 Champigny-sur-Marne

Agence Paris La Défense.
130 rue Gerhard
92800 Puteaux

Agence Paris Ouest.
41 bis rue Gambetta - BP 12
78250 Meulan-En-Yvelines

email : info@openconseil.com • www.openconseil.com • Téléphone : 01 58 53 57 57

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CFB 451 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier, et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 5 juin 2025.

Open Conseil SAS

François COHEN

CFB 451

5 RUE JEAN MONNET

94270 LE KREMLIN BICETRE

SIRET 43194773800057 - APE 9001Z

- Le Kremlin Bicêtre

5 RUE JEAN MONNET

94270 LE KREMLIN BICETRE

SRET : 43194773800057 - APE 9001Z

- Montreuil

10 RUE EDOUARD VAILLANT

93100 MONTREUIL

SIRET 431947738 00040 - APE 9001Z

COMPTES ANNUELS

au

31 décembre 2024

EGIDE CLB

73 Boulevard de Magenta, 75010 PARIS

Téléphone : 0142401313

COMPTES ANNUELS

1 janvier 2024 au 31 décembre 2024

EGIDE CLB

73 Boulevard de Magenta, 75010 PARIS - Téléphone : 0142401313

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/24	31/12/23
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	15 386	15 386		175
Immobilisations financières	15		15	15
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	15 401	15 386	15	190
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises				
Avances et acomptes versés	97		97	1 178
Créances				
Clients et comptes rattachés	10 350		10 350	8 748
Autres créances	34 404		34 404	1 142
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	174 260		174 260	239 534
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	219 111		219 111	250 602
CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE (III)	7 225		7 225	620
TOTAL ACTIF (I + II + III)	241 737	15 386	226 351	251 413

BILAN PASSIF

	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/24	31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves réglementées		
Autres		
Report à nouveau	93 253	90 306
Résultat de l'exercice	13	2 946
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	93 266	93 253
FONDS DEDIES (II)	47 000	80 000
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et acomptes reçus		
Fournisseurs et comptes rattachés	12 526	1 533
Dettes fiscales et sociales	48 603	37 184
Comptes courants d'associés		
Autres	20	
TOTAL DETTES (III)	61 150	38 717
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (IV)	24 936	39 443
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)	226 351	251 413

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	181 330	222 035	(40 705)	-18%
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	202 993	171 792	31 201	18%
Autres produits	33 006	308	32 698	10622%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	417 329	394 135	23 194	6%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achat d'approvisionnements				
Variation de stock d'approvisionnements				
Autres achats et charges externes	93 270	76 087	17 183	23%
Impôts, taxes et versements assimilés	5 399	5 229	170	3%
Rémunérations du personnel	223 536	216 117	7 418	3%
Charges sociales	91 549	87 525	4 024	5%
Dotations aux amortissements	175	346	(171)	-49%
Dotations aux provisions				
Autres charges	5 587	8 124	(2 538)	-31%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	419 515	393 429	26 086	7%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(2 186)	706	(2 892)	-409%
Produits financiers (III)	2 460	2 367	93	4%
Produits exceptionnels (IV)				
Charges financières (V)				
Charges exceptionnelles (VI)	261	127	134	106%
Impôts sur les bénéfices (VII)				
BÉNÉFICE OU PERTE (I - II + III - IV + V - VI - VII)	13	2 946	(2 933)	-100%

ANNEXE

1 janvier 2024 au 31 décembre 2024

EGIDE CLB

73 Boulevard de Magenta, 75010 PARIS - Téléphone : 0142401313

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

Règles et méthodes comptables

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 226 351 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat bénéficiaire de 13 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Seules sont exprimées les informations significatives.

==_==_==_==_==

CONVENTIONS GENERALES COMPTABLES APPLIQUEES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été établis conformément aux principes et méthodes retenues par le code de Commerce (Art. 123-12 à 123-23), le décret du 29 novembre 1983 ainsi que le règlement ANC 2016-07 qui reprend l'ensemble des dispositions du corpus comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

FAITS CARACTERISTIQUES

Néant

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS À LA CLÔTURE

Néant

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	MODE (L/D)	DUREE
Matériel et outillage industriel	L	2 à 5 ans
Matériel de transport	L	3 à 5 ans

CREANCES

- Elles sont valorisées à la valeur nominale.
- Une provision pour dépréciation est pratiquée pour tenir compte des difficultés de recouvrement survenues.

FONDS DÉDIÉS :

Une reprise partielle des fonds dédiés (33K) a été effectuée au cours de l'exercice.

Celle-ci a permis le financement d'une partie de la production du projet Tendre Colère.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

Les engagements de la société en matière de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS :

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leurs montants.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 542			1 542
Installations générales agencements divers				
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	13 844			13 844
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	15 386			15 386
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	15			15
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	15 401			15 401

AMORTISSEMENTS

	Durée	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel		1 542			1 542
Installations générales agencements divers					
Matériel de transport					
Autres immobilisations corporelles		13 669	175		13 844
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)		15 211	175		15 386
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)		15 211	175		15 386

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Immobilisations				
Stocks et en cours				
Clients et comptes rattachés				
Autres actifs				
TOTAL GÉNÉRAL				

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice

FONDS DEDIES

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques	80 000		33 000	47 000
TOTAL GÉNÉRAL	80 000		33 000	47 000

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances de l'actif circulant	44 754	44 754	
Charges constatées d'avance	7 225	7 225	
TOTAL CRÉANCES	51 979	51 979	

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 526	12 526		
Dettes fiscales et sociales	48 603	48 603		
Comptes courants d'associés				
Autres dettes	20	20		
Produits constatés d'avance	24 936	24 936		
TOTAL DETTES	86 085	86 085		

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	7225
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	7225

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	24936
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	24936

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	7 124
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	7 124

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	13 624
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	13 624